

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 7
PUBLIQUE

Article du Nouveau Courrier intitulé « Ahoussou annonce la liberté provisoire pour 150 pro-Gbagbo » daté du 23 mai 2014

DANS L'ACTU

Reprise des discussions avec le Fpi

Ahoussou annonce la liberté provisoire pour 150 pro-Gbagbo

Par Anderson Diédri

Le dialogue entre le gouvernement et le Front populaire ivoirien (Fpi) a repris hier jeudi 22 mai 2014 au cabinet de Premier ministre Jeannot Ahoussou Kouadio à Cocody-Attoban, à proximité du siège du parti de Gbagbo. A l'issue de cette rencontre qui a duré de 10 H 30 à 12 H 50, Ahoussou a annoncé un ensemble de mesures visant à décriper l'atmosphère sociopolitique au nombre desquelles la libération de 150 pro-Gbagbo.



Le dialogue politique gouvernement-FPI a repris.

Le dialogue politique, après plusieurs semaines de rupture, a repris hier sous la houlette du ministre auprès du président de la République Jeannot Ahoussou Kouadio qui conduisait la délégation gouvernementale. Celle-ci était composée d'Hamed Bakayoko, Paul Koffi Koffi, Ally Coulibaly, BabaudDarret, Affoussiata Bamba-Lamine. De l'autre côté, on pouvait observer dans la délégation du Fpi conduite par son président Pascal Affi N'Guessan, Michel Amani N'Guessan, Dano Djédjé, Alcide Djédjé et EttienAmoakon.

A l'issue de 2 H 20 de huis clos, Ahoussoua annoncé la libération de plus d'une centaine de pro-Gbagbo injustement détenus depuis la fin de la crise postélectorale. «On a parlé de la libération de 150 personnes détenues. Le Fpi nous a remis une liste de 719 personnes. Nous avons traité la liste. On s'est rendu compte qu'il y a 228 personnes qui ne sont pas dans les fichiers de la justice ivoirienne et après discussion-analyse par le procureur, par la justice ivoirienne, il s'est avéré que 150 personnes pouvaient être mises en liberté provisoire», a déclaré l'ancien Premier ministre d'Alassane Ouattara. La divergence demeure sur les chiffres des prisonniers politiques. «Sur le cas des prisonniers politiques, nous avons enregistré que le gouvernement compte faire en sorte que 150 prisonniers poli-

tiques soient libérés dans les heures qui vont suivre. Nous avons à confronter nos chiffres puisque nous avons le chiffre de 740 prisonniers en ce qui nous concerne. Le gouvernement nous a fait remarquer qu'il y a près de 200 personnes qui sont les militaires ou qui ne sont pas concernés par la situation du Front populaire ivoirien», a précisé Affi N'Guessan.

Le président du Fpi a globalement indiqué que les négociations ont tourné autour de la situation administrative des cadres de son parti qui n'ont pas encore réintégré leur poste, des rentes viagères auxquelles ont droit certaines personnalités du parti, des détenus politiques, du retour sécurisé des exilés «pour que

tous ceux qui vont rentrer ne soient pas arrêtés et jetés en prison», du dégel des avoirs et des maisons illégalement occupées 3 ans après la fin de la crise postélectorale. «Le gouvernement a marqué sa volonté d'aller de l'avant, de travailler ensemble avec le Front populaire ivoirien et l'ensemble de l'opposition pour que toutes ces questions trouvent des solutions définitives pour qu'à terme il n'y ait aucun prisonnier politique, pour qu'à terme il n'y ait aucun comptes gelés», a fait remarquer Affi N'Guessan.

Pour l'application effective de toutes ces mesures, Ahoussou Kouadio ne donne pas un calendrier précis. «Je pense qu'il n'y a pas de délai d'application puisque le dégel des avoirs a eu lieu, il est immédiatement applicable. Toutes les autres questions sont en traitement», soutient-il. Toutefois, dans son propos liminaire, il avait déclaré que «le gouvernement s'est engagé à n'entreprendre aucune poursuite judiciaire contre ceux qui rentreront. Sur cette base, je voudrais demander au Front populaire ivoirien de lancer un appel pressant à ceux de nos compatriotes encore en exil en vue de leur retour en Côte d'Ivoire». Ahoussou a également indiqué que toutes les rencontres seront désormais sanctionnées par un communiqué final.

En dépit des faux chiffres publiés

Le gouvernement avoue l'échec du RGPH

Dans son propos liminaire à l'entame des discussions, Jeannot Ahoussou Kouadio a supplié le Fpi de lever son mot d'ordre de boycott du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) lancé officiellement le 20 mars dernier. «Monsieur le président du Fpi, à titre indicatif, je voudrais vous demander de bien vouloir accompagner cet instrument au service de la planification et du développement en acceptant de lever solennellement votre mot d'ordre de boycott des opérations du RGPH», a-t-il plaidé. «Le Premier ministre a souhaité que le mot d'ordre de boycott du RGPH soit levé. Evidemment, comme vous le savez, les partis politiques ont une démarche. C'est un mot d'ordre qui a été pris par le Comité central du Front populaire ivoirien. Donc nous allons rendre compte de tout cela au Comité central du Front populaire ivoirien qui décidera», a répondu Affi N'Guessan à l'issue de la rencontre.

Toujours dans la même veine Ahoussou a expliqué que le chef de l'Etat «tend résolument la main» au Fpi car «on ne peut pas bâtir un Etat fort sans paix». On comprend aisément que derrière la main tendue d'Alassane Ouattara, le régime a envoyé Ahoussou pour obtenir du Fpi la levée de son mot d'ordre de boycott du recensement. A travers cette doléance qui frise la pleurnicherie et malgré les faux chiffres distillés, le gouvernement reconnaît l'échec de cette opération. Alors que le régime bandait les muscles et arguait que le boycott n'avait aucun impact sur le terrain et que le RGPH se

déroulait bien, pourquoi vient-il pleurnicher devant le parti de Gbagbo ? Il est évident, cette démarche vient démontrer, si besoin était, la popularité du Fpi et de son fondateur malgré son embastillement à La Haye.

Manifestement, le gouvernement qui préparait déjà les esprits à une nouvelle prorogation face au peu d'engouement des populations à se faire recenser veut obtenir ce quitus du Fpi pour relancer le délai de l'opération. En dépit des supplications d'Ahoussou, le Fpi n'est pas tombé dans ce piège. Puisque le négociateur en chef du gouvernement a réclamé cette levée du boycott tout en promettant de dévoiler par la suite «la teneur» des «importantes mesures» prises par Alassane Ouattara. L'ancien Premier ministre de Gbagbo n'a pas mordu à l'hameçon. Affi N'Guessan a indiqué que son parti examinera sa position ultérieurement. Toutefois, il a réclamé des initiatives allant dans le sens de la paix et du renforcement du dialogue politique. «Nous attendions de la part du gouvernement des actes forts», a-t-il déclaré.

Sous la pression de la communauté internationale que le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue avec le Fpi. Puisque, Ahoussou a déclaré que la reprise du dialogue a été possible grâce aux «efforts» de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en Côte d'Ivoire, Aïchatou Mindaoudou.

A.D.

Liste complète des 50 bénéficiaires du dégel des avoirs

- 1 About Boli Raphael
- 2 Affoum Bamba F.
- 3 Affro Théophile
- 4 Ahouman Nathanaël
- 5 Aké N'gbo Gilbert Marie
- 6 Apiah née Kouassi Ahou Sophie
- 7 Assi Benié Joseph
- 8 Bedé Koffi
- 9 Beonaho Amos, journaliste
- 10 Biot épouse Koua Blandine
- 11 Coulibaly Yacouba
- 12 Dagou Ossey Albert
- 13 Daligou Monoko Jacques André

- 14 Diali Zié
- 15 Dja Obou Blandine
- 16 Djécoury Badjo Elisabeth épouse
- Dagbo Jeanine
- 17 Doh Noël
- 18 Guédé Zadi Michel
- 19 Guéhi Blé
- 20 Guéi Franck
- 21 Hien Charlemagne
- 22 Ibrahim Ezzedine
- 23 Issa Sangaré Yeresso
- 24 Joseph Assi Benié
- 25 Kacou Jacques

- 26 Kata Kéké
- 27 Klah Koué Sylvanus
- 28 Koidou Djagoran Constant
- 29 Komoé Kouadio Augustin
- 30 Konate Navigué
- 31 Kouame Anne Gnahoret Tatret
- 32 Kouaty Innocent
- 33 Koudou Kessié Raymond
- 34 Lago Daleba Odette
- 35 Loba Gnango Emmanuel Patrick
- 36 Lobé Lobé
- 37 M'bougoua Abi Blaise
- 38 Mel Théodore

- 39 Mobio Kouédan Roger
- 40 N'da Ametchi
- 41 N'Gbé Denis
- 42 N'Gbechi Ghislain
- 43 Noël Tailly
- 44 Ouattara Gnonzié
- 45 René Dégni-Segui
- 46 Soukouri Bohui
- 47 Souma André
- 48 Toh Ferdinand
- 49 Yao Séka Angela
- 50 Yehiri Gohou Christophe